

Brèves...

TCAR : une grève juste et nécessaire !

Le mépris d'une direction contre le juste combat des salariés :

Les salariés des Transports en Commun de l'Agglomération Rouennaise sont en grève, depuis le 4 octobre et jusqu'au 31 octobre, par des arrêts de travail de 55 minutes par jour. Ils luttent contre la volonté de leur direction d'augmenter leur amplitude de service. La direction exerce un chantage à l'augmentation de salaire sur cette question et menace de recourir à la sous-traitance.

Pour le NPA il est inadmissible qu'une entreprise ait un tel comportement envers ses salariés. Il est évident que la responsabilité de pareils comportements tient à la nature de l'exploitation des lignes rouennaises, entièrement confiée à la multinationale VEOLIA.

Gestion publique et gratuité indispensables :

La fréquentation des transports est en constante augmentation et pourtant les tarifs aussi ! Le financement des nouveaux matériels et des augmentations de salaires ne doit pas passer par une augmentation des tarifs pour les Usagers. Il faut prendre sur les profits !

Le NPA milite pour :

- des transports 100% publics, sous contrôle des travailleurs et des usagers,
- le financement public,
- des transports GRATUITS !

ABONNEZ-VOUS !
à Tout est à nous !



Travail social démantelé; Droits fondamentaux bafoués: ça suffit !!!

50 à 70 personnes sont à la rue chaque soir car le 115 est saturé. Le foyer de la Maladrerie, fermé depuis fin mai ; 40 lits supprimés au foyer de l'Abbé Bazire ; des jeunes mères, et leurs bébés de 5 jours, remises à la rue après leur sortie de la maternité, ... voici la situation très critique de l'hébergement et de l'aide sociale à l'enfance dans notre agglomération.

Les pouvoirs publics font des choix politiques et budgétaires insupportables. Le Préfet refuse de recevoir les militants du Collectif 76 des salariés du social et du médico-social qui occupent le foyer de la Maladrerie depuis le 15 Juin. Il bafoue la loi de mars 2007 et le Code de l'Action Sociale et des Familles en n'assurant pas l'hébergement des personnes à la rue et la protection des familles et de l'enfance.

Soyons tous ensemble contre ces pratiques illégales !

Rassemblement devant la Préfecture

mercredi 17 octobre, à partir de 12 heures